

Rapport financier



Quatrième trimestre
clos le 31 décembre 2013

1	RAPPORT D'ACTIVITÉ
2	COMPTES CONSOLIDÉS

PAGE 2

PAGE 17

LAFARGE
Construire
des villes meilleures™

1 Rapport d'activité

Le Conseil d'Administration de Lafarge, réuni le 18 février 2014 sous la Présidence de Bruno Lafont, a approuvé les comptes au 31 décembre 2013. Les procédures d'audit sur les comptes consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification est en cours d'émission.

Lafarge exerce ses activités dans un environnement dont l'évolution l'expose à des facteurs de risques et incertitudes qui viennent s'ajouter aux facteurs de risques liés à l'exercice de ses métiers. Une description détaillée de ces facteurs de risques et incertitudes figure dans la section « facteurs de risques » du Document de Référence. La matérialisation des risques pourrait avoir un effet négatif sur nos activités, notre situation financière, nos résultats, nos perspectives ou le cours de l'action. Il peut exister d'autres risques qui n'ont pour l'instant pas été identifiés ou dont la survenance n'est pas considérée comme pouvant avoir de tels effets négatifs à ce jour.

Dans les présents états financiers et dans nos communications aux actionnaires et aux investisseurs, l'expression « résultat d'exploitation courant » fait référence au sous-total « résultat courant avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres » dans le compte de résultat consolidé. Ce sous-total exclut donc du résultat d'exploitation les éléments dont le montant et/ou la fréquence sont par nature imprévisibles, telles que les plus-values de cession, les pertes de valeur d'actifs et les charges de restructuration. Même si ces éléments ont été constatés lors d'exercices précédents et qu'ils peuvent l'être à nouveau lors des exercices à venir, les montants constatés historiquement ne sont pas représentatifs de la nature et/ou du montant de ces éventuels éléments à venir. Le Groupe estime donc que le sous-total « résultat d'exploitation courant » présenté de manière distincte dans le compte de résultat, facilite la compréhension de la performance opérationnelle courante, permet aux utilisateurs des états financiers de disposer d'éléments utiles dans une approche prévisionnelle des résultats et d'identifier plus facilement les tendances de la performance financière du Groupe.

Par ailleurs, le « résultat d'exploitation courant » est une composante majeure du principal indicateur de rentabilité du Groupe, le retour sur capitaux employés. Ce ratio résulte de la somme du « résultat d'exploitation avant plus-values de cession, pertes de valeur sur actifs, restructuration et autres », et du résultat des sociétés mises en équivalence, rapportée à la moyenne des capitaux employés. Le Groupe utilise cet agrégat en interne pour : a) gérer et évaluer les résultats de ses activités et lignes de produits, b) prendre des décisions d'investissement et d'allocation des ressources, et c) évaluer la performance du personnel d'encadrement. Compte tenu des limites liées à l'utilisation de cet agrégat, exposées ci-après, le Groupe restreint l'utilisation de cet agrégat à ces objectifs.

Ce sous-total présenté de manière distincte du résultat d'exploitation n'est pas nécessairement comparable aux indicateurs de même intitulé utilisés par d'autres Groupes. En aucun cas, il ne saurait être considéré comme équivalent au résultat d'exploitation du fait que les plus-values de cession, les pertes sur actifs, les restructurations et autres ont un impact sur notre résultat d'exploitation et notre trésorerie. Ainsi, le Groupe présente aussi, dans le compte de résultat consolidé, le résultat d'exploitation qui comprend l'ensemble des éléments ayant un impact sur le résultat opérationnel du Groupe et sur sa trésorerie.

Le résultat brut d'exploitation (ou « EBITDA ») est défini comme le résultat d'exploitation courant avant dépréciation et amortissement des actifs corporels et incorporels. Cet indicateur financier est une mesure non comptable. La marge brute d'exploitation représente l'EBITDA rapporté au chiffre d'affaires.

Les montants sont généralement exprimés en millions d'euros, sauf indication contraire. Les variations sur base comparable sont calculées à périmètre et taux de change constant, sauf indication contraire.

Les données 2012 ont été retraitées pour refléter l'impact des amendements d'IAS 19. Des informations complémentaires sont données dans les notes aux comptes consolidés.

Ce document contient des déclarations prospectives. Ces déclarations prospectives constituent soit des tendances, soit des objectifs, et ne sauraient être regardées comme des prévisions de résultat ou de tout autre indicateur de performance. Elles portent notamment sur des plans, initiatives, événements, produits, solutions et services, leur développement et potentiel. Bien que Lafarge estime que ces déclarations prospectives reposent sur des hypothèses raisonnables à la date de publication du présent document, les investisseurs sont alertés sur le fait qu'elles ne constituent pas des garanties quant à la performance future. Les résultats effectifs peuvent être très différents des déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de risques et d'incertitudes, dont la plupart sont difficilement prévisibles et généralement en dehors du contrôle de Lafarge, et notamment les risques décrits dans le Document de Référence de Lafarge disponible sur son site Internet (www.lafarge.com) et les incertitudes liées aux conditions de marché et à la mise en œuvre de nos plans. En conséquence, toute précaution doit être prise dans l'utilisation de ces déclarations prospectives. Lafarge ne prend aucun engagement quant à la mise à jour de ces déclarations prospectives.

Des informations plus complètes sur Lafarge peuvent être obtenues sur son site Internet (www.lafarge.com), notamment à la page « Information réglementée ».

Ce document ne constitue pas une offre de vente ou la sollicitation d'une offre d'achat de titres Lafarge.

1.1 Chiffres clés consolidés

Synthèse des chiffres clés

	12 Mois		Variation	Variation sur base comparable ⁽⁴⁾	4 ^{ème} Trimestre		Variation	Variation sur base comparable ⁽⁴⁾
	2013	2012			2013	2012		
Volumes								
Ciment (MT)	136,8	141,1	-3 %	-	34,9	34,8	-	3 %
Granulats (MT)	192,8	188,3	2 %	-	49,2	47,1	4 %	2 %
Béton prêt à l'emploi (Mm3)	30,7	31,8	-3 %	-1 %	7,5	7,8	-4 %	-2 %
Chiffre d'affaires	15 198	15 816	-4 %	2 %	3 714	3 809	-2 %	5 %
EBITDA	3 102	3 423	-9 %	2 %	793	844	-6 %	14 %
Marge brute d'exploitation (en % du chiffre d'affaires)	20,4 %	21,6 %	-120pb	10pb	21,4 %	22,2 %	-80pb	170pb
Résultat d'exploitation courant	2 075	2 413	-14 %	3 %	529	591	-10 %	20 %
Résultat net, part du Groupe ⁽¹⁾	601	365	65 %		213	83		
Résultat par action (en euros) ⁽²⁾	2,09	1,27	65 %		0,74	0,29		
Cash flow libre ⁽³⁾	864	884	-2 %		504	673	-25 %	
Endettement net	10 330	11 317	-9 %					

(1) Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe

(2) Le nombre moyen d'actions en circulation s'est élevé à 287,3 millions pour 2013 et 287,1 millions pour 2012 ; 287,3 millions pour le quatrième trimestre 2013 et 287,1 millions pour le quatrième trimestre 2012

(3) Défini comme les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités poursuivies après déduction des investissements de maintien

(4) Variations neutralisant les impacts des variations de périmètre et de change, des ventes de crédit carbone et des gains non-récurrents. L'impact de l'amortissement des actifs au Royaume-Uni, interrompu le 1^{er} mars 2011, conformément aux normes IFRS, et repris depuis le 7 janvier 2013, après la création de la joint-venture avec Tarmac est inclus en effet de variations de périmètre (80 millions d'euros d'amortissement supplémentaire en 2013)

Chiffre d'affaires et EBITDA par zone géographique et par ligne de produits

Chiffre d'affaires

	12 Mois		Variation	Impact des variations de périmètre	Impact des variations de change	Variation sur base comparable	4 ^{ème} Trimestre		Variation sur base comparable
	2013	2012					2013	2012	
Par zone géographique									
Amérique du Nord	3 137	3 375	-7 %	-7 %	-5 %	5 %	767	824	9 %
Europe occidentale	3 256	3 181	2 %	5 %	-	-3 %	802	748	-1 %
Europe centrale et de l'Est	1 145	1 270	-10 %	-1 %	-1 %	-8 %	258	281	-1 %
Moyen-Orient et Afrique	4 067	4 283	-5 %	-	-7 %	2 %	1 035	1 017	9 %
Amérique Latine	869	961	-10 %	-4 %	-11 %	5 %	192	232	6 %
Asie	2 724	2 746	-1 %	-	-6 %	5 %	660	707	4 %
Par ligne de produits									
Ciment	9 657	10 373	-7 %	-3 %	-5 %	1 %	2 346	2 474	6 %
Granulats et Béton	5 451	5 353	2 %	4 %	-5 %	3 %	1 348	1 313	4 %
Holdings et autres	90	90					20	22	
TOTAL	15 198	15 816	-3,9 %	-0,4 %	-5,1 %	1,6 %	3 714	3 809	5 %

EBITDA

	12 Mois		Variation	Impact des variations de périmètre	Impact des variations de change	Impact des ventes de CO2 et des éléments non récurrents	Variation sur base comparable (2)	4 ^{ème} Trimestre		Variation sur base comparable (2)
	2013	2012						2013	2012	
Par zone géographique										
Amérique du Nord	560	558	-	-10 %	-7 %	-1 %	18 %	143	160	26 %
Europe occidentale (1)	354	507	-30 %	-4 %	-	-10 %	-16 %	94	106	8 %
Europe centrale et de l'Est (1)	201	256	-21 %	-	-	-7 %	-14 %	50	42	65 %
Moyen-Orient et Afrique	1 153	1 242	-7 %	-	-7 %	-	-	297	295	10 %
Amérique Latine	240	296	-19 %	-4 %	-9 %	-5 %	-1 %	55	85	2 %
Asie	594	564	5 %	-	-8 %	-	13 %	154	156	11 %
Par ligne de produits										
Ciment (1)	2 665	2 983	-11 %				2 %	677	740	10 %
Granulats et Béton	464	479	-3 %				1 %	140	143	13 %
Holdings et autres	(27)	(39)						(24)	(39)	
TOTAL (1)	3 102	3 423	-9 %	-2 %	-6 %	-3 %	2 %	793	844	14 %

- (1) Pénalisé par la diminution des ventes de crédits carbone : impact de -85 millions d'euros en 2013 (-16 millions d'euros sur le quatrième trimestre 2013) :
- Europe occidentale : impact de -62 millions d'euros sur l'année (ventes de 11 millions d'euros en 2013 contre 73 millions d'euros en 2012) et de -6 millions d'euros au quatrième trimestre
 - Europe centrale et de l'Est : impact de -23 millions d'euros sur l'année (vente de 3 millions d'euros en 2013 contre 26 millions d'euros en 2012) et de -10 millions d'euros au quatrième trimestre
- (2) Variations calculées afin de neutraliser l'impact des variations de change et de périmètre, des ventes de crédit carbone et des gains non-récurrents

1.2. Analyse des résultats opérationnels et financiers

Toutes les données relatives au chiffre d'affaires, aux volumes vendus ainsi qu'à l'EBITDA comprennent la contribution au pro rata de nos filiales consolidées par intégration proportionnelle.

L'analyse par pays de l'évolution de nos volumes et de nos ventes, sauf indication contraire, concerne les volumes domestiques et le chiffre d'affaires provenant du marché géographique concerné et réalisé sur ce marché, et ne tient donc pas compte des ventes et des volumes à l'exportation.

Faits marquants de l'année et du trimestre

- L'amélioration des volumes s'est poursuivie, confirmant les tendances observées au 3^{ème} trimestre, sous l'effet conjugué de la croissance qui se poursuit dans la plupart des marchés émergents, de la reprise aux Etats-Unis et de la stabilisation en Europe. Les variations de change défavorables ont continué à peser sur le chiffre d'affaires et sur l'EBITDA (-259 millions d'euros et -63 millions d'euros respectivement sur le trimestre).
- Le Groupe a atteint son objectif 2013 en matière de réduction des coûts et d'innovation (450 millions d'euros et 220 millions d'euros respectivement), avec 670 millions d'euros d'EBITDA additionnel sur l'année (650 millions d'euros d'objectif initial avec 450 millions d'euros de réduction de coûts et 200 millions d'euros d'innovation).
- Au quatrième trimestre, l'EBITDA est en progression de 14 % sur base comparable, et en croissance dans l'ensemble des régions, bénéficiant d'une hausse des volumes, d'une bonne résistance des prix et de l'accélération des mesures de réductions des coûts et d'innovation. Cette croissance est notamment le reflet de la performance solide enregistrée en Amérique du Nord, au Moyen-Orient/Afrique et en Asie. Sur base comparable, la marge brute d'exploitation s'est améliorée de 170 points de base sur le trimestre.
- Le résultat net part du Groupe, qui s'élève à 213 millions d'euros sur le trimestre, a bénéficié des plus-values enregistrées sur les cessions d'actifs.
- La dette nette a été réduite d'un milliard d'euros sur l'année, reflétant nos actions de désendettement. Elle s'établit à 10,3 milliards d'euros à fin décembre. Par ailleurs, depuis la fin de l'année, le Groupe a sécurisé 380 millions d'euros de cessions qui ont déjà été finalisées.
- Le Groupe confirme son objectif de réaliser son plan 2012-2015 dès fin 2014, avec au moins 600 millions d'euros d'EBITDA additionnel en 2014 grâce à ses actions en matière de réduction de coûts et d'innovation, et de réduire l'endettement net à moins de 9 milliards d'euros.

Synthèse du chiffre d'affaires et de l'EBITDA

Après un premier semestre marqué par un environnement de volumes globalement peu porteur, la seconde partie de l'année 2013 a bénéficié de tendances positives dans une grande partie de nos pays, avec la poursuite de la reprise du marché résidentiel aux Etats-Unis, la croissance soutenue au Moyen-Orient/Afrique et en Asie, et une stabilisation des volumes en Europe. Dans le même temps, le Groupe a poursuivi ses initiatives internes, avec des actions de réduction des coûts et d'innovation qui ont permis de générer 670 millions d'euros d'EBITDA additionnel, et un endettement net réduit de 1 milliard d'euros grâce à des cessions ciblées réalisées dans des conditions attractives.

Le chiffre d'affaires consolidé, à 15 198 millions d'euros en 2013 (3 714 millions d'euros au quatrième trimestre), s'est inscrit en baisse de 4 % par rapport à l'année passée.

Les variations de change ont eu un impact défavorable (-5,1 % sur les ventes de 2013, soit -756 millions d'euros et -7,5 % sur les ventes du quatrième trimestre, soit -259 millions d'euros), masquant la croissance organique enregistrée dans de nombreux pays. Ces variations proviennent principalement de la dépréciation du dollar canadien et du dollar américain, du rand sud-africain, de la livre égyptienne, du real brésilien et de la roupie indienne par rapport à l'euro. Les variations nettes du périmètre de consolidation ont eu un impact légèrement négatif sur le chiffre d'affaires (-0,4 %, soit -90 millions d'euros sur l'année). L'effet conjugué de la cession de deux usines situées dans le Missouri et dans l'Oklahoma (États-Unis), de la déconsolidation de nos actifs cimentiers au Mexique, fusionnés avec les actifs d'Elementia depuis août 2013 et de la cession de nos activités cimentières en Ukraine et au Honduras (respectivement réalisées fin septembre 2013 et mi-novembre 2013) a ainsi été en partie compensé par l'impact net de la consolidation de la joint-venture avec Tarmac au Royaume-Uni.

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires consolidé s'est inscrit en hausse de 2 % en 2013, soutenu par les augmentations de prix mises en œuvre sur l'ensemble de nos lignes de produits en réponse à l'inflation des coûts, tandis que la progression des volumes au second semestre a compensé l'impact de la baisse observée sur la première moitié de l'année. Les ventes se sont inscrites en hausse dans chacune de nos régions, à l'exception de l'Europe. Au quatrième trimestre, notre chiffre d'affaires consolidé a enregistré une solide progression de 5 %, soutenu par un environnement de volumes plus porteur et des prix robustes.

L'EBITDA est en repli sur le trimestre et sur l'année, sous l'effet négatif des variations de change (-6 % sur l'année et -8 % sur le trimestre), des changements de périmètre (-2 % sur l'année, -4 % sur le trimestre), et de l'évolution défavorable des gains non-récurrents¹ et des ventes de CO₂².

Sur base comparable, l'EBITDA s'est inscrit en hausse de 2 % sur l'année, l'impact des actions de réduction des coûts et d'innovation combiné aux augmentations de prix ayant plus que compensé l'inflation des coûts et un effet défavorable de 56 millions d'euros lié à la réduction du niveau des stocks. Au quatrième trimestre, l'EBITDA affiche une robuste progression de 14 %, soutenu par une accélération des mesures de réduction des coûts et malgré un impact négatif de 20 millions d'euros des variations de stocks. Le Groupe a poursuivi tout au long de l'année une politique active de hausse des prix, l'impact sur l'EBITDA de cette stratégie ayant été limité par les ajustements de prix dans un nombre restreint de pays et par les effets de mix défavorables. Les initiatives du Groupe en matière de réduction des coûts et d'innovation ont permis de générer respectivement 450 millions d'euros et 220 millions d'euros d'EBITDA en 2013 (respectivement 160 millions d'euros et 40 millions d'euros au quatrième trimestre), atteignant ainsi les objectifs pour 2013.

¹ Gains non récurrents: 20 millions d'euros au premier trimestre 2013 et 39 millions d'euros au quatrième trimestre 2012.

² 14 millions d'euros de crédit carbone vendu en 2013 (quatrième trimestre) contre 99 millions d'euros en 2012 (dont 30 millions d'euros vendus au quatrième trimestre 2012)

Analyse des résultats par région

Amérique du Nord – Un levier opérationnel visible au second semestre et de fortes réductions des coûts

	12 Mois		Variation	Variation sur base comparable ⁽¹⁾	4 ^{ème} Trimestre		Variation	Variation sur base comparable ⁽¹⁾
	2013	2012			2013	2012		
Volumes								
Ciment (MT)	11,3	12,8	-12 %	-3 %	2,9	3,0	-6 %	3 %
Granulats (MT)	92,3	97,2	-5 %	1 %	23,5	24,7	-5 %	1 %
Béton prêt à l'emploi (Mm3)	6,2	6,5	-4 %	2 %	1,5	1,7	-5 %	1 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	3 137	3 375	-7 %	5 %	767	824	-7 %	9 %
EBITDA (millions d'euros)	560	558	-	18 %	143	160	-11 %	26 % ⁽³⁾
Marge brute d'exploitation (en % du chiffre d'affaires)	17,9 %	16,5 %	140pb	190pb	18,6 %	19,4 %	-80pb	250pb
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros)	405	360	13 %	32 %	105	111	-5 %	43 %

(1) Variations calculées pour neutraliser l'impact des variations de périmètre et de taux de change, et les éléments non récurrents (gains non-récurrents réalisés sur des plans de retraites : 24 millions d'euros sur T4 2012 and 20 millions d'euros sur T1 2013).

(2) Détail de la variation de l'EBITDA au quatrième trimestre : variation brute : -11 % ; impact des changements de périmètre : -7 % ; impact des variations de change : -9 % ; impact des gains non-récurrents comptabilisés au T4 2012 : -21 % ; variation sur base comparable : +26 %

Les marchés ont suivi une orientation favorable dans la région, soutenus par la reprise du secteur résidentiel aux États-Unis et par la bonne conjoncture économique dans l'ouest du Canada. Le second semestre de l'année a été marqué par une croissance des volumes dans l'ensemble des lignes de produits, après un premier semestre 2013 pénalisé par des conditions météorologiques défavorables aux États-Unis dans les régions où nous sommes présents, ainsi que par les inondations au Canada.

L'évolution de la contribution de cette région est affectée par des désinvestissements ciblés réalisés dans le cadre de la stratégie du Groupe de se recentrer aux États-Unis sur les zones géographiques présentant le plus de potentiel, ainsi que par la dépréciation du dollar canadien. Les variations de périmètre ont ainsi eu un impact défavorable sur les ventes annuelles 2013 de 7 %, ou 227 millions d'euros sur l'année, traduisant la cession de deux usines situées dans le Missouri et dans l'Oklahoma (États-Unis) en novembre 2012, ainsi que celle de carrières de granulats de plus petite taille. Les variations de change ont également pesé sur le chiffre d'affaires, les dollars canadien et américain s'étant dépréciés par rapport à l'euro (impact négatif de -5 % sur le chiffre d'affaires, soit -159 millions d'euros, sur le chiffre d'affaires de l'année).

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires a progressé de 5 % sur l'année, et de 9 % au quatrième trimestre, soutenu par des hausses de prix solides dans l'ensemble des lignes de produits et par un redémarrage des volumes au second semestre.

- **Aux États-Unis**, l'amélioration des mises en chantier de logements s'est poursuivie, atteignant plus de 900 000 unités en 2013, tandis que les efforts de maîtrise des dépenses publiques ont continué à peser sur les activités d'ingénierie civile. Dans ce contexte, les volumes ont progressé de façon robuste au second semestre de l'année, soutenus par la reprise du segment résidentiel et par un effet de rattrapage partiel après un premier semestre pénalisé par des conditions météorologiques défavorables dans la région du Nord-est. Sur l'année, à périmètre et taux de change constants, les volumes vendus de ciment et béton prêt à l'emploi ont reculé de 3 % et 2 % en 2013, respectivement, tandis que les volumes vendus de granulats se sont inscrits en légère hausse à 1 %. Des hausses de prix robustes ont été mises en oeuvre sur l'ensemble de nos lignes de produits, soutenant la croissance du chiffre d'affaires aussi bien sur le trimestre que sur l'année.
- **Au Canada**, le chiffre d'affaires s'est inscrit en progression aussi bien sur le trimestre que sur l'année, sous l'effet conjugué des hausses de prix et de la croissance vigoureuse enregistrée dans l'ouest du Canada, qui ont largement compensé un marché en demi-teinte au Québec. À périmètre et taux de change constants, les volumes vendus de ciment ont reculé de 2 %, tandis que les volumes vendus de granulats et de béton prêt à l'emploi se sont inscrits en progression de 2 % et 3 %, respectivement, soutenues par différents projets dans l'ouest du Canada.

A périmètre et taux de change constants, et en neutralisant les effets de gains non-récurrents³, l'EBITDA a progressé de 18 % par rapport à 2012 (26 % au quatrième trimestre), sous l'effet combiné du levier opérationnel lié à la croissance des volumes, de prix bien orientés, de la poursuite des efforts de réduction des coûts et des initiatives en matière d'innovation, et ceci malgré l'impact négatif des variations de stocks (26 millions d'euros sur l'année, 13 millions d'euros au quatrième trimestre).

³à périmètre et taux de change constants, et hors les gains non récurrents sur la valorisation des pensions de retraite (24 millions d'euros au T4 2012 and 20 millions d'euros au T1 2013).

Europe occidentale - Réduction des coûts dans un contexte difficile ; amélioration de l'environnement au quatrième trimestre

	12 Mois		Variation	Variation sur base comparable ⁽²⁾	4 ^{ème} Trimestre		Variation	Variation sur base comparable ⁽²⁾
	2013	2012			2013	2012		
Volumes								
Ciment (MT)	14,0	16,4	-14 %	-3 %	3,4	3,9	-12 %	-1 %
Granulats (MT)	59,4	50,9	17 %	-3 %	14,9	12,2	22 %	1 %
Béton prêt à l'emploi (Mm3)	9,1	9,8	-7 %	-5 %	2,3	2,3	-3 %	-1 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	3 256	3 181	2 %	-3 %	802	748	7 %	-1 %
EBITDA (millions d'euros) ⁽¹⁾	354	507	-30 %	-16 %	94	106	-11 %	8 %
Marge brute d'exploitation (en % du chiffre d'affaires) ⁽¹⁾	10,9 %	15,9 %	-500pb	-170pb	11,7 %	14,2 %	-250pb	100pb
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros) ⁽¹⁾ ⁽³⁾	87	316	-72 %	-34 %	20	57	-65 %	41 %

(1) Pénalisé par la diminution des ventes de crédits carbone : diminution de 62 millions d'euros par rapport à l'année 2012, 6 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre 2012

(2) Les ventes de crédit carbone sont neutralisées dans le calcul des variations à périmètre et taux de change constants

(3) Le résultat d'exploitation courant 2013 comprend l'effet du redémarrage de l'amortissement des actifs au Royaume-Uni (80 millions d'euros d'amortissement supplémentaire en 2013, inclus dans les effets de variations de périmètre)

En Europe occidentale, les tendances baissières des marchés ont continué à être moins prononcées au quatrième trimestre, avec une stabilisation des volumes à un niveau bas.

Les variations du périmètre de consolidation ont eu un impact net positif sur le chiffre d'affaires du fait des effets liés à la constitution de la joint venture Lafarge-Tarmac au Royaume-Uni en janvier 2013. L'impact des cessions d'actifs requises par les autorités de la concurrence (notamment une cimenterie d'une capacité de 1,4 million de tonnes ainsi que des centrales de béton prêt à l'emploi) et de la déconsolidation de 50 % des actifs historiques ex-Lafarge a été plus que compensé par l'intégration de 50 % des actifs apportés par Tarmac à la joint-venture. L'impact des variations de change a été négligeable.

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires s'est inscrit en recul de 3 % par rapport à l'année passée (en baisse de 1 % au quatrième trimestre), ce qui reflète principalement l'évolution des volumes.

- **En France**, le marché de la construction a relativement bien résisté, soutenu par plusieurs projets de construction d'infrastructures et par les investissements réalisés à l'approche des élections municipales de 2014. Le niveau d'activité du secteur résidentiel est resté assez faible, le nombre de mises en chantier de logements atteignant 332 000 unités en 2013, en diminution de 4 % par rapport à 2012. Sur l'année, les ventes de ciment, de granulats et béton prêt à l'emploi se sont inscrites en retrait de respectivement 3 %, 3 % et 4 % en volumes, avec une stabilisation à partir du deuxième trimestre.
- **Au Royaume-Uni**, le marché de la construction, après avoir reculé sur la première partie de l'année, a commencé à se redresser progressivement à partir du deuxième trimestre, soutenu par la reprise du segment résidentiel. La joint-venture Lafarge Tarmac est entrée en activité en janvier 2013. Globalement, notre chiffre d'affaires s'est inscrit en progression par rapport à l'année passée, tant sur le trimestre que sur l'année, en raison de la contribution accrue des ventes de granulats, d'asphalte et de revêtement routier dans notre chiffre d'affaires, reflétant les actifs apportés par Tarmac à la joint-venture.
- **L'Espagne et la Grèce** continuent de subir les effets de la crise économique. En Espagne, le secteur résidentiel et les projets d'infrastructures ont de nouveau été pénalisés par la sévère baisse des dépenses destinée à résorber le déficit public. Toutefois, nos ventes de ciment sont restées stables en volumes, grâce aux ventes à plus faible valeur ajoutée de clinker. En Grèce, les volumes vendus de ciment se sont inscrits en baisse de 8 % par rapport à l'année passée ; au second semestre de l'année, cependant, nos volumes ont progressé, la contraction du PIB commençant à se modérer et l'activité de construction repartant légèrement à la hausse à partir de niveaux faibles. Dans ces deux pays, le Groupe a poursuivi la mise en oeuvre d'actions pour limiter l'impact de cette conjoncture difficile, notamment au travers de mesures de réductions de coûts et du déploiement de solutions innovantes, d'adaptation de son outil industriel, et avec le développement des exportations.

L'EBITDA a été pénalisé par la diminution des ventes de crédits carbone par rapport à 2012 (impact de -62 millions d'euros pour l'exercice, -6 millions d'euros au quatrième trimestre) et par l'effet des variations de périmètre au Royaume-Uni (impact négatif de -42 et -10 millions d'euros respectivement pour l'année 2013 et au quatrième trimestre). Si l'on exclut ces

éléments, et à taux de change constants, l'EBITDA s'est inscrit en repli de 16 % par rapport à 2012, mais a progressé de 8 % au quatrième trimestre, grâce à l'amplification des mesures de réduction des coûts.

Europe centrale et de l'Est – Le niveau limité des dépenses d'infrastructures a pesé sur les volumes au premier semestre

	12 Mois		Variation	Variation sur base comparable ⁽²⁾	4 ^{ème} Trimestre		Variation	Variation sur base comparable ⁽²⁾
	2013	2012			2013	2012		
Volumes								
Ciment (MT)	12,5	13,2	-6 %	-5 %	2,7	2,8	-5 %	-1 %
Granulats (MT)	20,7	22,3	-7 %	-8 %	5,6	5,7	-3 %	-3 %
Béton prêt à l'emploi (Mm3)	1,6	1,5	6 %	6 %	0,4	0,3	24 %	24 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	1 145	1 270	-10 %	-8 %	258	281	-8 %	-1 %
EBITDA (millions d'euros) ⁽¹⁾	201	256	-21 %	-14 %	50	42	19 %	65 %
Marge brute d'exploitation (en % du chiffre d'affaires) ⁽¹⁾	17,6 %	20,2 %	-260pb	-120pb	19,4 %	14,9 %	450pb	730pb
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros) ⁽¹⁾	112	175	-36 %	-27 %	27	21	29 %	nm

(1) Pénalisé par la diminution des ventes de crédits carbone : diminution de 23 millions d'euros par rapport à l'année 2012, 10 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre 2012

(2) Les ventes de crédit carbone sont neutralisées dans le calcul des variations à périmètre et taux de change constants

La région a été pénalisée par des dépenses d'infrastructures limitées sous l'effet de la réduction des financements européens disponibles en Pologne et en Roumanie

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires est en recul de 10 % par rapport à l'année passée, avec une baisse moins prononcée au troisième trimestre et une stabilisation au quatrième trimestre, sous l'effet de la normalisation de la base de comparaison et du redressement du marché en Pologne. Les variations de change ont eu un impact légèrement défavorable sur le chiffre d'affaires (-1 % sur l'année, et -3 % au quatrième trimestre), tandis que la cession de notre cimenterie en Ukraine a réduit nos ventes de 1 % par rapport à 2012 (-4 % pour le quatrième trimestre).

À périmètre et taux de change constants, notre chiffre d'affaires s'est inscrit en baisse de 8 % par rapport à 2012 (-1 % au quatrième trimestre).

- **En Pologne**, l'activité de construction a connu un ralentissement, l'année 2012 ayant bénéficié du Championnat d'Europe de football en juin et de financements européens. Les volumes vendus de ciment se sont inscrits en recul de 5 % en 2013, mais ont progressé de 10 % au quatrième trimestre bénéficiant d'une base de comparaison plus favorable par rapport au premier semestre et de la contribution accrue de nos actions d'innovation. Les tendances baissières des ventes de granulats se sont également atténuées trimestre après trimestre, et les ventes de granulats ont fini par s'inscrire en hausse de 1 % par rapport au quatrième trimestre 2012. Les prix moyens du ciment ont diminué par rapport aux niveaux de 2012, ce qui est principalement dû à l'érosion des prix observée durant le second semestre de 2012.
- **En Roumanie**, les ventes de ciment ont baissé de 16 % par rapport à l'année passée sous l'effet de la diminution des dépenses d'infrastructures et de l'environnement concurrentiel.
- **En Russie**, les marchés ont suivi une orientation favorable, mais l'environnement concurrentiel combiné à des limitations des niveaux de production ont pesé sur notre chiffre d'affaires. Les volumes vendus de ciment se sont inscrits en repli de 6 % sur l'année 2013 et de 1 % au quatrième trimestre.

L'EBITDA s'est contracté par rapport à l'année passée, sous l'effet combiné de la baisse des volumes dans nos lignes de produits ciment et granulats, de prix moyens moins élevés en Pologne, de la diminution de 23 millions d'euros des ventes de crédits carbone par rapport à 2012 et d'un impact négatif des variations de stocks (-6 millions d'euros), qui a largement annulé les effets de la réduction des coûts. Toutefois, l'EBITDA s'est inscrit en hausse de 8 millions d'euros au quatrième trimestre, sous l'effet conjugué d'une meilleure orientation du marché en Pologne, des mesures rigoureuses de réduction des coûts mises en œuvre, des initiatives en matière d'innovation et d'un impact positif des variations de stocks de ciment (6 millions d'euros).

Moyen-Orient et Afrique – Une performance solide grâce aux hausses de prix et aux initiatives internes

	12 Mois		Variation	Variation sur base comparable ⁽¹⁾	4 ^{ème} Trimestre		Variation	Variation sur base comparable ⁽¹⁾
	2013	2012			2013	2012		
Volumes								
Ciment (MT)	44,4	45,2	-2 %	-4 % ⁽²⁾	11,8	11,0	8 %	3 % ⁽²⁾
Granulats (MT)	8,9	8,6	4 %	6 %	2,2	2,0	12 %	14 %
Béton prêt à l'emploi (Mm3)	6,9	7,0	-1 %	-1 %	1,7	1,8	-1 %	-1 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	4 067	4 283	-5 %	2 %	1 035	1 017	2 %	9 %
EBITDA (millions d'euros)	1 153	1 242	-7 %	-	297	295	1 %	10 %
Marge brute d'exploitation (en % du chiffre d'affaires)	28,4 %	29,0 %	-60pb	-50pb	28,7 %	29,0 %	-30pb	20pb
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros)	847	913	-7 %	-	222	213	4 %	14 %

(1) à périmètre et taux de change constants
(2) domestique seulement

La région a bénéficié de la bonne orientation des marchés dans la plupart des pays, traduisant des besoins importants en logements et en infrastructures.

Les ventes de ciment ont globalement suivi une orientation positive en volumes trimestre après trimestre, grâce à la mise en œuvre progressive d'actions visant à limiter l'effet des pénuries de gaz en Égypte, ce qui s'est traduit pour la région par des volumes en hausse au second semestre.

Les variations de change ont fortement pesé sur le chiffre d'affaires (impact de -7 %, soit -309 millions d'euros sur les ventes 2013, et de -9 %, soit -88 millions d'euros, sur le chiffre d'affaires du quatrième trimestre).

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires s'est inscrit en progression de 2 % par rapport à 2012 et de 9 % au quatrième trimestre, grâce à la hausse des volumes et à l'amélioration des prix en réponse à l'inflation significative des coûts.

- **Le Nigeria** a bénéficié d'un marché en forte croissance. Les ventes de ciment ont progressé de 10 % sur l'année (25 % au quatrième trimestre), la croissance à deux chiffres des volumes compensant largement les effets de l'ajustement des prix mis en œuvre au premier trimestre.
- **En Algérie**, la demande sous-jacente est restée soutenue toute l'année, et nos ventes de ciment ont crû de 9 % aussi bien au quatrième trimestre que sur l'année, soutenues par l'augmentation des ventes de nouveaux produits cimentiers. Les volumes se sont inscrits en hausse de 1 % par rapport à 2012, pénalisés par une interruption de la production pendant 10 jours au premier trimestre. Le nouveau broyeur récemment mis en service devrait nous aider à mieux capter la croissance du marché.
- **En Égypte**, les volumes vendus de ciments ont été pénalisés par une pénurie de gaz. Toutefois, les limitations de production ont été de moins en moins marquées trimestre après trimestre, grâce au recours progressif à des combustibles de substitution ; après la baisse de 30 % enregistrée au premier semestre, les volumes se sont contractés de 19 % au troisième trimestre, mais seulement de 7 % au quatrième trimestre. Des augmentations de prix ont été mises en œuvre en réponse à une inflation des coûts significative.
- **Au Maroc**, les ventes de ciment ont diminué de 6 % en volumes par rapport à 2012, mais se sont progressivement stabilisées à partir du deuxième trimestre sous l'effet d'une base de comparaison moins défavorable. Le chiffre d'affaires a progressé, soutenu par la proportion accrue de produits à forte valeur ajoutée et par le développement d'un réseau robuste de distributeurs franchisés.
- **En Irak**, la demande de ciment est restée vigoureuse, mais nos ventes ont été pénalisées par des imports iraniens.
- **L'Afrique du Sud** a bénéficié d'une tendance de marché solide. Les volumes vendus de ciment et de granulats ont crû de respectivement 1 % et de 7 % par rapport à l'année passée, tandis que les volumes de béton prêt à l'emploi ont affiché une croissance de 14 % par rapport à 2012, soutenus par des projets dans le secteur routier et dans le domaine de l'énergie renouvelable.
- **Au Kenya**, la croissance du marché de la construction a été ralentie par les élections qui se sont tenues en mars 2013. Les volumes vendus de ciment se sont contractés de 5 % par rapport à 2012, après avoir progressé de 12 % l'an passé.

- **En Syrie**, l'activité demeure affectée par l'environnement actuel.

À périmètre et taux de change constants, l'EBITDA est resté stable par rapport à l'année dernière, mais a bénéficié d'une croissance à deux chiffres aussi bien au troisième qu'au quatrième trimestre, avec une contribution positive de la grande majorité des pays. Cette amélioration est attribuable à l'accroissement des volumes, à l'effet significatif des économies de coûts et des mesures en matière d'innovation, et aux hausses de prix mises en œuvre dans de nombreux pays en réponse à l'inflation des coûts, et ceci malgré un effet défavorable des variations des stocks sur le second semestre (-18 millions d'euros pour l'exercice et -9 millions d'euros au quatrième trimestre).

Amérique latine – Croissance modérée du marché dans un contexte de forte inflation

	12 Mois		Variation	Variation sur base comparable ⁽¹⁾	4 ^{ème} Trimestre		Variation	Variation sur base comparable ⁽¹⁾
	2013	2012			2013	2012		
Volumes								
Ciment (MT)	8,8	9,2	-4 %	1 %	2,0	2,3	-14 %	-
Granulats (MT)	2,8	2,7	2 %	2 %	0,8	0,6	27 %	27 %
Béton prêt à l'emploi (Mm3)	1,2	1,1	10 %	10 %	0,3	0,3	18 %	18 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	869	961	-10 %	5 %	192	232	-17 %	6 %
EBITDA (millions d'euros)	240	296	-19 %	-1 %	55	85	-35 %	2 %
Marge brute d'exploitation (en % du chiffre d'affaires)	27,6 %	30,8 %	-320pb	-170pb	28,6 %	36,6 %	-800pb	-130pb
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros)	202	256	-21 %	-3 %	46	76	-39 %	-3 %

(1) Variations calculées pour neutraliser l'impact des variations de périmètre et de taux de change, et les éléments non récurrents (gain non-récurrent de 15 millions d'euros comptabilisé au quatrième trimestre 2012)

En Amérique latine, les marchés ont suivi une tendance globalement positive. Notre chiffre d'affaires a été pénalisé par l'impact très négatif des variations de change (-11 % sur l'année, soit -94 millions d'euros), reflétant principalement la dépréciation du real brésilien par rapport à l'euro. Par ailleurs, la déconsolidation de nos actifs cimentiers au Mexique, fusionnés avec les actifs d'Elementia depuis août 2013, ainsi que la cession de nos activités cimentières au Honduras réalisée à la mi-novembre 2013 ont eu un impact défavorable de 4 % sur notre chiffre d'affaires annuel (-10 % au quatrième trimestre).

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires a progressé de 5 % sur l'année, et de 6 % au quatrième trimestre, sous l'effet combiné de l'augmentation des prix et de l'accroissement des volumes.

- **Au Brésil**, la croissance du secteur de la construction a été modérée. En effet, l'impact du développement des infrastructures en vue des événements sportifs à venir en 2014 et 2016 s'est trouvé limité par une conjoncture macro économique marquée par une forte inflation et une volatilité significative du change. Les ventes domestiques de ciment se sont ainsi inscrites en hausse de 3 % sur l'année (2 % sur le trimestre), avec des augmentations de prix en réponse à une inflation des coûts significative, mais des niveaux de production limités sur le quatrième trimestre.
- **En Équateur**, le marché de la construction a suivi une orientation favorable tout au long de l'année, soutenu par l'accroissement de la demande sur le segment des infrastructures. Les ventes de ciment se sont inscrites en progression de 12 % par rapport à 2012 sous l'effet d'une évolution positive des prix et des volumes.

Sur base comparable, l'EBITDA s'est inscrit en recul de 1 % sur l'année, reflétant un environnement inflationniste défavorable et des capacités de production limitées au Brésil. L'EBITDA a crû de 2 % au quatrième trimestre, de nouvelles augmentations de prix ayant été mises en œuvre pour atténuer l'impact de l'inflation des coûts.

Asie – Bonne orientation du marché ; croissance bénéficiaire en 2013 malgré l'impact négatif des variations de change

	12 Mois		Variation	Variation sur base comparable ⁽¹⁾	4 ^{ème} Trimestre		Variation	Variation sur base comparable ⁽¹⁾
	2013	2012			2013	2012		
Volumes								
Ciment (MT)	45,8	44,3	3 %	3 %	12,1	11,8	3 %	3 %
Granulats (MT)	8,7	6,6	32 %	30 %	2,2	1,9	19 %	16 %
Béton prêt à l'emploi (Mm3)	5,7	5,9	-4 %	-1 %	1,3	1,4	-15 %	-15 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	2 724	2 746	-1 %	5 %	660	707	-7 %	4 %
EBITDA (millions d'euros)	594	564	5 %	13 %	154	156	-1 %	11 %
Marge brute d'exploitation (en % du chiffre d'affaires)	21,8 %	20,5 %	130pb	140pb	23,3 %	22,1 %	120pb	150pb
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros)	422	393	7 %	16 %	109	113	-4 %	9 %

(1) à périmètre et taux de change constants

En Asie, les marchés ont suivi une tendance positive dans la plupart des pays où nous sommes présents, mais les variations de change ont eu un impact significatif sur nos ventes représentant une réduction du chiffre d'affaires de l'année de 6 %, soit 161 millions d'euros (-10 % au quatrième trimestre).

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires s'est inscrit en hausse de 5 % par rapport à 2012 et de 4 % sur le quatrième trimestre, sous l'effet conjugué de l'augmentation des volumes et des hausses de prix en réponse à l'inflation des coûts.

- **Aux Philippines**, les volumes vendus de ciment ont bénéficié d'une bonne dynamique de marché et de la mise en service d'une nouvelle usine de broyage au deuxième trimestre, et sont ainsi en progression de 9 % sur l'année tandis que les prix ont été fortement relevés en réponse à l'inflation des coûts. Toutefois, le marché de la construction a été pénalisé de façon temporaire par le typhon Yolanda, entraînant une baisse de 2 % de nos ventes de ciment en volumes au quatrième trimestre.
- **En Malaisie**, les volumes vendus de ciment se sont stabilisés. Les prix moyens du ciment sont en retrait par rapport aux niveaux de l'année passée, ce qui traduit principalement l'érosion des prix enregistrée durant le second semestre 2012 ; ils ont toutefois séquentiellement progressé sur le second semestre de 2013. Le chiffre d'affaires s'est inscrit en hausse de 1% sur l'année, et de 9 % au quatrième trimestre reflétant principalement l'amélioration des prix en réponse à l'inflation des coûts.
- **En Inde**, l'activité dans les régions où nous sommes présents a globalement bien résisté, malgré le ralentissement de l'économie à l'approche des élections de 2014, qui a pesé sur l'activité de construction. Nos ventes de ciment ont augmenté de 2 % en volumes sur l'année, mais se sont contractées de 2 % au quatrième trimestre. Dans le même temps, nos prix ont été relevés afin d'atténuer les effets de l'inflation des coûts. Nos ventes de béton prêt à l'emploi se sont inscrites en baisse de 11 % par rapport à 2012 en volume, mais nous avons été en mesure de relever nos prix en réponse à l'inflation des coûts. Notre cimenterie au Rajasthan (2,6 millions de tonnes) est entrée en service au quatrième trimestre 2013. Cette nouvelle unité devrait nous aider à capter la croissance du marché indien au cours des années à venir.
- **En Chine**, nos ventes de ciment se sont inscrites en progression de 3 % en volumes par rapport à l'année 2012 et de 4 % sur le quatrième trimestre. Les prix moyens du ciment ont légèrement diminué par rapport aux niveaux de l'année dernière, avec des tendances contrastées d'une région à l'autre. Les prix ont connu une hausse séquentielle de 1 % entre le troisième et le quatrième trimestre, soutenus par des augmentations de prix dans le Chongqing et le Sichuan.
- **En Corée du Sud**, le redressement du marché a favorisé une accélération du rythme de croissance des volumes trimestre après trimestre. Les volumes vendus de ciment sur le marché domestique se sont inscrits en augmentation de 5 % sur l'année et de 11 % au quatrième trimestre.

La dépréciation de plusieurs devises de la région par rapport à l'euro a réduit l'EBITDA de 8 % sur l'année et de 11 % sur le quatrième trimestre. À périmètre et taux de change constants, toutefois, l'EBITDA s'est inscrit en hausse de 13 % par rapport à l'année passée et de 11 % au quatrième trimestre, soutenu par la croissance des volumes, par les hausses de prix pour contrer l'inflation générale des coûts, par l'impact visible des réductions de coûts et des mesures en matière d'innovation et par l'effet de la baisse des prix du charbon en Chine.

Autres rubriques du compte de résultat

Le tableau ci-dessous donne l'évolution de notre résultat d'exploitation et du résultat net pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012 :

(en millions d'euros)	12 mois		Variation
	2013	2012	%
EBITDA	3 102	3 423	-9 %
Amortissements	(1 027)	(1 010)	2 %
Résultat d'exploitation courant	2 075	2 413	-14 %
Plus (moins)-values de cession	295	53	
Autres produits (charges) d'exploitation	(350)	(546)	
Résultat d'exploitation	2 020	1 920	5 %
Produits (frais) financiers nets	(1 041)	(1 095)	-5 %
dont Charges financières	(1 177)	(1 255)	-6 %
Produits financiers	136	160	-15 %
Quote-part dans le résultat net des entreprises associées	19	5	
Résultat avant impôts	998	830	20 %
Impôts	(262)	(292)	-10 %
Résultat net des activités poursuivies	736	538	37 %
Résultat net des activités abandonnées	46	16	
Résultat net	782	554	41 %
Dont part attribuable aux :			
- Propriétaires de la société mère du Groupe	601	365	65 %
- Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	181	189	-4 %

Le montant des amortissements s'est élevé à 1 027 millions d'euros en 2013 contre 1 010 millions d'euros en 2012, l'impact de la reprise de l'amortissement des actifs au Royaume Uni (80 millions d'euros d'amortissement additionnel en 2013) étant en partie compensé par l'effet des cessions de différentes opérations aux Etats-Unis et des variations de change.

Les plus-values de cession se sont élevées à 295 millions d'euros en 2013, contre 53 million d'euros en 2012, et comprennent principalement le gain de cession des actifs cimentiers au Honduras et l'effet positif lié à la création de la joint-venture avec Elementia au Mexique.

Les autres charges d'exploitation comprennent principalement l'impact des pertes de valeur d'actifs et des charges de restructuration. Elles se sont élevées à 350 millions d'euros en 2013 (156 millions d'euros au quatrième trimestre 2013) contre 546 millions d'euros en 2012 (118 millions d'euros au quatrième trimestre). En 2013, le Groupe a enregistré 157 millions d'euros de charges de restructuration liées à l'exécution du programme de réduction des coûts et 125 millions d'euros de dépréciations d'actifs, principalement localisés en Europe. Sur l'exercice 2012, le Groupe avait enregistré 204 millions d'euros de charges de restructuration dans le contexte de la mise en œuvre de sa nouvelle organisation par pays et 200 millions d'euros de dépréciation de goodwill et d'autres actifs liée à la sévérité de la crise économique en Grèce.

Le résultat d'exploitation a progressé de 5 % à 2 020 millions d'euros, la réduction des charges de restructuration et de dépréciation d'actifs combinée aux gains de cession plus élevés que l'an passé ayant largement compensé l'impact de la diminution du résultat d'exploitation courant.

Les frais financiers nets, qui comprennent les charges financières au titre de la dette nette, le résultat de change et les autres produits et charges financiers, se sont élevés à 1 041 millions d'euros contre 1 095 millions d'euros en 2012, en baisse de 5 %.

Les charges financières au titre de la dette nette ont été réduites, et se sont établies à 834 millions d'euros contre 889 millions d'euros, reflétant l'effet de la réduction de l'endettement net moyen grâce aux actions mises en oeuvre par le Groupe. Le taux d'intérêt moyen de la dette brute est resté stable à 6,2 %. Il a bénéficié du tirage temporaire de lignes de crédit court terme au cours de l'année dans la mesure où les produits de cessions ont été principalement reçus sur le second semestre. Il faut toutefois noter que le taux instantané moyen sur la dette brute au 31 décembre 2013 s'élève à 6,5 %.

Les variations de change ont entraîné une perte de 52 millions d'euros en 2013 (perte de 23 millions d'euros en 2012), liée principalement à des emprunts contractés par certains pays dans des devises différentes de la devise locale, et pour lesquels il n'existe pas de marché de produits de couverture.

Les autres charges financières ont été réduites, passant de 183 millions d'euros à 155 millions d'euros sur l'exercice 2013, et incluent principalement des commissions bancaires, l'amortissement des frais d'émission des emprunts obligataires et les intérêts nets liés aux plans de retraites.

La quote-part dans le résultat net des entreprises associées a représenté un gain net de 19 millions d'euros en 2013, contre 5 millions d'euros en 2012, reflétant principalement la forte progression des résultats générés par Unicem au Nigéria en 2013 par rapport à l'an passé, tandis que la contribution de notre participation de 20 % dans Siniat (opérations plâtre en Europe et en Amérique Latine) a été pénalisée par une charge de dépréciation d'actif non-récurrente comptabilisée sur le premier trimestre 2013.

Les impôts se sont élevés à 262 millions d'euros en 2013, correspondant à un taux effectif de 27 %, bénéficiant de l'effet non récurrent de la cession des activités au Honduras. En 2012, le taux d'impôts effectif avait été de 35 %, du fait de la non-déductibilité de la dépréciation de goodwill.

Le résultat net des activités poursuivies s'est inscrit en hausse de 37 %, passant de 538 millions d'euros à 736 millions d'euros, la réduction des charges de restructuration et de dépréciation d'actifs ainsi que des plus-values de cessions plus élevées ayant largement compensé la baisse de l'EBITDA.

Le résultat net des activités abandonnées a représenté un gain de 46 millions d'euros en 2013 (16 millions d'euros l'année passée), traduisant principalement le gain net réalisé sur la cession de nos actifs plâtre en Amérique du Nord finalisée fin août 2013.

Le résultat net part du Groupe⁴ est ressorti à 601 millions d'euros en 2013 contre 365 millions d'euros en 2012, bénéficiant du gain net de cession sur les activités au Honduras (172 millions d'euros après impôts) et en tenant compte de la dépréciation d'actifs grecs pour un montant total de 200 millions d'euros constatée en 2012.

La contribution des participations minoritaires s'est inscrite en léger retrait, à 181 millions d'euros contre 189 millions d'euros l'année passée, principalement sous l'effet de volumes en baisse en Egypte.

Le résultat par action s'est établi à 2,09 euros en 2013 (0,74 euro au quatrième trimestre), contre 1,27 euro en 2012 (0,29 euro sur le quatrième trimestre 2012), sous l'effet de la forte amélioration du résultat net part du Groupe, le nombre de titres moyen étant resté relativement stable.

⁴ Le résultat net de l'ensemble consolidé attribuable aux propriétaires de la société mère

Flux de trésorerie

Les flux nets de trésorerie générés par les activités poursuivies se sont établis à 1 255 millions d'euros en 2013 (1 276 millions d'euros en 2012).

Les flux nets de trésorerie générés par les activités poursuivies ont été quasiment stables, l'amélioration solide de notre performance en matière d'optimisation du besoin en fonds de roulement ayant permis de compenser la baisse de l'EBITDA. Comparé à fin décembre 2012, nous avons réduit le besoin en fonds de roulement strict⁵ exprimé en nombre de jours de ventes de 3 jours, notamment en réduisant le niveau des stocks.

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités poursuivies ont généré 39 millions d'euros de trésorerie (contre une sortie de trésorerie nette de 323 millions d'euros en 2012).

Les investissements de maintien sont restés stables par rapport à l'année passée, et se sont élevés à 391 millions d'euros en 2013.

Les investissements de productivité et de construction de nouvelles capacités ont représenté 655 millions d'euros, ce qui reflète notre stricte politique d'allocation du capital. Ils sont liés aux projets de nouvelles cimenteries en cours en Russie et en Inde, à des investissements dans nos usines d'Exshaw et de Ravena en Amérique du Nord, ainsi qu'à la construction de station de broyage aux Philippines, en Algérie et au Brésil, bénéficiant d'un retour sur investissement rapide.

Nettes de la dette nette cédée, et en tenant compte de la cession d'intérêts sans perte de contrôle et des coûts de cession, les opérations de cessions ont permis de réduire l'endettement net du Groupe de 1 283 millions d'euros sur l'exercice 2013. Elles comprennent principalement le produit de la cession de nos activités plâtre aux Etats-Unis pour 0,5 milliard d'euros, 0,2 milliard d'euros de contribution par augmentation de capital souscrite par notre nouveau partenaire en Inde, la cession de quelques carrières de granulats aux Etats-Unis, la vente de nos activités cimentières en Ukraine et au Honduras et les produits de la cession d'actifs au Royaume Uni.

Etat de la situation financière consolidée

Au 31 décembre 2013, les capitaux propres du Groupe se sont établis à 16 506 millions d'euros (17 748 millions d'euros au 31 décembre 2012) **et l'endettement net à 10 330 millions d'euros** (11 317 millions d'euros au 31 décembre 2012).

Les capitaux propres se sont inscrits en retrait de 1,2 milliard d'euros, reflétant principalement l'impact négatif de la conversion en euro, sans contrepartie de trésorerie, des actifs de nos filiales étrangères, compte tenu de la dépréciation des devises dans plusieurs des pays où nous sommes présents par rapport à l'euro entre le 31 décembre 2012 et le 31 décembre 2013 (1,7 milliard d'euros). L'évolution des capitaux propres résulte également de l'impact du résultat net dégagé sur la période (0,8 milliard d'euros) et de l'augmentation de capital souscrite par notre nouveau partenaire en Inde (0,2 milliard d'euros), en partie compensé par les dividendes de la période (0,5 milliard d'euros).

Les efforts en matière de réduction de la dette ont été poursuivis tout au long de l'année, et se sont traduits par une nouvelle baisse de l'endettement net consolidé de 1 milliard d'euros sur l'exercice. La dette nette consolidée s'est établie à 10 330 millions d'euros au 31 décembre. Ajustée des opérations de cessions sécurisées autour de la fin de l'exercice 2013, et finalisées mi-février 2014 pour une valeur d'entreprise totale de 380 millions d'euros (cession des 20% d'intérêts résiduels dans les opérations plâtre Europe et Amérique latine pour 145 millions d'euros annoncés en décembre 2013 et cession d'actifs granulats dans le Maryland pour une valeur d'entreprise de 320 millions de dollars annoncée en janvier 2014), la dette nette du Groupe se situerait sous 10 milliards d'euros.

Perspectives

Globalement, Lafarge anticipe une croissance de la demande de ciment comprise entre 2 et 5 % sur ses marchés en 2014 par rapport à 2013. Les marchés bénéficieront de manière croissante de la reprise de l'économie américaine et du dynamisme persistant des marchés émergents tandis que l'Europe devrait se stabiliser.

L'inflation des coûts devrait se maintenir à un rythme similaire à celui de 2013, ce qui devrait se traduire par des prix globalement en hausse.

Le Groupe a pour objectif de générer 600 millions d'euros EBITDA additionnel en 2014 grâce à ses actions de réduction de coûts et d'innovation (plus de 400 millions d'euros et plus de 200 millions d'euros respectivement). Au-delà, sur 2015 et 2016, ces mesures devraient générer un EBITDA additionnel de 1,1 milliard d'euros, dont 600 millions d'euros de réduction des coûts et 500 millions d'euros grâce à l'innovation. Cela représente un objectif d'au moins 550 millions d'euros par an.

Le Groupe a également pour objectif de ramener l'endettement net à moins de 9 milliards d'euros en 2014.

⁵ Besoin en fonds de roulement strict : clients et stocks et travaux en cours, après déduction du poste fournisseurs

2. Comptes consolidés

Compte de résultat consolidé

EXERCICES CLOS LE 31 DÉCEMBRE		
(millions d'euros, sauf indications contraires)	2013	2012*
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	15 198	15 816
Coût des biens vendus	(11 740)	(11 934)
Frais administratifs et commerciaux	(1 383)	(1 469)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION AVANT PLUS-VALUES DE CESSION, PERTE DE VALEUR SUR ACTIFS, RESTRUCTURATION ET AUTRES	2 075	2 413
Plus- (moins-) values de cession	295	53
Autres produits (charges) d'exploitation	(350)	(546)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	2 020	1 920
Charges financières	(1 177)	(1 255)
Produits financiers	136	160
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	19	5
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	998	830
Impôts	(262)	(292)
RESULTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES	736	538
Résultat net des activités abandonnées	46	16
RESULTAT NET	782	554
<i>Dont part attribuable aux :</i>		
Propriétaires de la société mère du Groupe	601	365
Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	181	189
RESULTATS NETS PAR ACTION (euros)		
PART ATTRIBUABLE AUX PROPRIÉTAIRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE DU GROUPE		
Résultat par action de base	2,09	1,27
Résultat par action dilué	2,08	1,27
DONT ACTIVITÉS POURSUIVIES		
Résultat par action de base	1,93	1,21
Résultat par action dilué	1,92	1,21
NOMBRE MOYEN D' ACTIONS (milliers)	287 268	287 079

*Les chiffres 2012 ont été ajustés suite à l'application d'IAS 19 révisée.

Etat du résultat global consolidé

	EXERCICES CLOS LE 31 DÉCEMBRE	
<i>(millions d'euros)</i>	2013	2012*
RESULTAT NET	782	554
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat		
Gains et pertes actuariels	119	(240)
Impôts sur les éléments qui ne seront pas reclassés en résultat	(74)	64
Total des éléments qui ne seront pas reclassés en résultat	45	(176)
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat		
Actifs financiers disponibles à la vente	(14)	-
Couverture des flux de trésorerie	8	4
Écarts de conversion	(1 699)	(492)
Impôts sur les éléments susceptibles d'être reclassés en résultat	(1)	(2)
Total des éléments susceptibles d'être reclassés en résultat	(1 706)	(490)
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL, NETS D'IMPÔTS	(1 661)	(666)
RESULTAT GLOBAL	(879)	(112)
<i>Dont part attribuable aux :</i>		
- Propriétaires de la société mère du Groupe	(928)	(248)
- Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	49	136

*Les chiffres 2012 ont été ajustés suite à l'application d'IAS 19 révisée.

Etat de la situation financière consolidée

	AU 31 DECEMBRE	
(millions d'euros)	2013	2012*
ACTIF		
ACTIF NON COURANT	29 358	30 180
Goodwill	11 612	12 184
Immobilisations incorporelles	574	620
Immobilisations corporelles	14 752	14 992
Participations dans des entreprises associées	643	470
Autres actifs financiers	656	698
Instruments dérivés	12	27
Impôts différés	1 082	1 149
Autres débiteurs	27	40
ACTIF COURANT	7 717	9 284
Stocks	1 621	1 662
Clients	1 929	1 762
Autres débiteurs	797	779
Instruments dérivés	24	68
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 346	2 733
Actifs en cours de cession	-	2 280
TOTAL ACTIF	37 075	39 464
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Capital	1 149	1 149
Primes	9 712	9 695
Actions propres	(1)	(11)
Réserves et résultat consolidés	6 868	6 477
Autres réserves	(885)	(925)
Ecart de conversion	(2 288)	(719)
CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX PROPRIETAIRES DE LA SOCIETE MERE DU GROUPE	14 555	15 666
Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	1 951	2 082
CAPITAUX PROPRES	16 506	17 748
PASSIF NON COURANT	13 620	14 451
Impôts différés	915	973
Provision avantages du personnel	1 234	1 492
Provisions	591	637
Passifs financiers	10 805	11 261
Instruments dérivés	1	8
Autres créditeurs	74	80
PASSIF COURANT	6 949	7 265
Provision avantages du personnel	123	102
Provisions	124	127
Fournisseurs	2 224	1 985
Autres créditeurs	1 447	1 567
Impôts à payer	125	220
Passifs financiers (y compris part court terme de la dette long terme)	2 891	2 823
Instruments dérivés	15	53
Passifs liés aux actifs en cours de cession	-	388
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	37 075	39 464

*Les chiffres 2012 ont été ajustés suite à l'application d'IAS 19 révisée.

Tableau des flux de trésorerie consolidés

	EXERCICES CLOS LE 31 DÉCEMBRE	
(millions d'euros)	2013	2012*
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'EXPLOITATION		
RÉSULTAT NET	782	554
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS ABANDONNÉES	46	16
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	736	538
<i>Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés aux opérations, des impôts et des frais financiers :</i>		
Amortissements des immobilisations	1 027	1 010
Pertes de valeur des actifs	125	212
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	(19)	(5)
(Plus) et moins- valeur de cession	(295)	(53)
(Produits) charges financiers	1 041	1 095
Impôts	262	292
Autres, nets (y compris dividendes reçus des sociétés mises en équivalence)	(168)	(68)
Variation du besoin en fonds de roulement lié aux opérations d'exploitation avant effet des impôts et des frais financiers (voir analyse ci-dessous)	(36)	(304)
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'EXPLOITATION AVANT IMPÔTS ET FRAIS FINANCIERS	2 673	2 717
Intérêts reçus (payés)	(893)	(954)
Impôts payés	(525)	(487)
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'EXPLOITATION DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	1 255	1 276
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'EXPLOITATION DES ACTIVITÉS ABANDONNÉES	1	22
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'EXPLOITATION	1 256	1 298
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Investissements industriels	(1 051)	(775)
Acquisitions de titres des filiales et coentreprises ⁽¹⁾	(15)	21
Investissements dans les entreprises associées	-	(3)
Acquisitions d'actifs financiers disponibles à la vente	(1)	(1)
Cessions d'actifs ⁽²⁾	1 105	413
(Augmentation) diminution nette des prêts et autres débiteurs	1	22
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	39	(323)
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT DES ACTIVITÉS ABANDONNÉES	(2)	(4)
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	37	(327)
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Variations de capital - propriétaires de la société mère	3	9
Variations de capital - participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	-	2
Acquisitions de parts d'intérêts sans prise de contrôle des filiales	(2)	(147)
Cessions de parts d'intérêts sans perte de contrôle des filiales	188	21
Dividendes versés	(289)	(145)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	(218)	(154)
Augmentation des passifs financiers à plus d'un an	1 410	1 069
Remboursement des passifs financiers à plus d'un an	(1 561)	(1 928)
Augmentation (Diminution) des passifs financiers à moins d'un an	9	(75)
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	(460)	(1 348)
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT DES ACTIVITÉS ABANDONNÉES	-	-
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	(460)	(1 348)

*Les chiffres 2012 ont été ajustés suite à l'application d'IAS 19 révisée.

EXERCICES CLOS LE 31 DÉCEMBRE		
<i>(millions d'euros)</i>	2013	2012*
VARIATION DE TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	834	(395)
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie des activités abandonnées	(1)	18
Incidence des variations des cours des monnaies étrangères sur la trésorerie et autres incidences non monétaires	(220)	(61)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	2 733	3 171
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	3 346	2 733
<i>(1) Dont trésorerie des entreprises acquises</i>	5	-
<i>(2) Dont trésorerie des entreprises cédées</i>	(100)	1
ANALYSE DE LA VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	(36)	(304)
<i>(Augmentation) / diminution des stocks</i>	(46)	(183)
<i>(Augmentation) / diminution des clients</i>	(172)	(107)
<i>(Augmentation) / diminution des autres débiteurs - hors créances fiscales et frais financiers à recevoir</i>	(10)	(44)
<i>Augmentation / (diminution) des fournisseurs</i>	233	24
<i>Augmentation / (diminution) des autres créditeurs - hors dettes fiscales et frais financiers à payer</i>	(41)	6

*Les chiffres 2012 ont été ajustés suite à l'application d'IAS 19 révisée.

Etat des variations des capitaux propres consolidés

	Actions en circulation (nombre d'actions)	Dont Actions propres (millions d'euros)	Capital	Primes	Actions propres	Réserves et résultat consolidés*	Autres réserves*	Ecart de conversion	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	Capitaux propres
SOLDE AU 1^{er} JANVIER 2012	287 247 518	233 448	1 149	9 684	(17)	6 217	(751)	(280)	16 002	2 197	18 199
Résultat net						365			365	189	554
Autres éléments du résultat global net d'impôts							(174)	(439)	(613)	(53)	(666)
Résultat global						365	(174)	(439)	(248)	136	(112)
Dividendes						(145)			(145)	(170)	(315)
Augmentation de capital	7 984								-	1	1
Paiements fondés sur des actions				11					11	-	11
Actions propres		(76 165)			6	(6)			-	-	-
Variation de parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales						46			46	(93)	(47)
Autres mouvements									-	11	11
SOLDE AU 31 DECEMBRE 2012	287 255 502	157 283	1 149	9 695	(11)	6 477	(925)	(719)	15 666	2 082	17 748
SOLDE AU 1^{er} JANVIER 2013	287 255 502	157 283	1 149	9 695	(11)	6 477	(925)	(719)	15 666	2 082	17 748
Résultat net						601			601	181	782
Autres éléments du résultat global net d'impôts							40	(1 569)	(1 529)	(132)	(1 661)
Résultat global						601	40	(1 569)	(928)	49	(879)
Dividendes						(289)			(289)	(216)	(505)
Augmentation de capital	109 895			3					3	-	3
Paiements fondés sur des actions				14					14	-	14
Actions propres		(139 348)			10	(10)			-	-	-
Variation de parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales						84			84	102	186
Autres mouvements						5			5	(66)	(61)
SOLDE AU 31 DECEMBRE 2013	287 365 397	17 935	1 149	9 712	(1)	6 868	(885)	(2 288)	14 555	1 951	16 506

*Les chiffres 2012 ont été ajustés suite à l'application d'IAS 19 révisée.

Information complémentaire

Normes et interprétations publiées à la date de clôture mais non encore entrées en vigueur, dont l'application aura une incidence sur les états financiers consolidés du Groupe à compter de 2014

IFRS 11 – Partenariats, texte publié par l'IASB en mai 2011 et applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014 : les principaux impacts résulteront de la comptabilisation selon la méthode de la mise en équivalence des co-entreprises détenues par le Groupe actuellement consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle. Sur la base des co-entreprises existantes au 1er janvier 2013, l'application d'IFRS 11 aurait eu les impacts suivants sur les comptes consolidés relatifs à la période du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2013 :

- diminution de 2 107 millions d'euros du chiffre d'affaires ;
- diminution de l'Ebitda de 308 millions d'euros ;
- diminution de 138 millions d'euros du « Résultat d'exploitation avant plus-value de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres » ;
- diminution de la dette nette de 484 millions d'euros.

Une présentation relative à la publication de l'information pro-forma 2013 retraitée en application de ce nouveau standard et couvrant toute l'année 2013 sera prochainement mise à disposition sur notre site www.lafarge.com, dans la rubrique « Information réglementée », en complément de celle publiée le 10 décembre 2013 pour les trois premiers trimestres 2013. Ce sont ces données financières retraitées qui seront utilisées comme base de comparaison pour les résultats trimestriels 2014.